

FRUITS ET LÉGUMES

Prix stables à la veille du Ramadhan

A la veille du mois de Ramadhan, point de flambée des prix des légumes. Sur les étals, tous les prix sont restés stables. Pourvu que ça dure !

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Contrairement aux années précédentes, cette année, le mois de Ramadhan débarque presque sans aucune incidence sur les prix des légumes. Au grand bonheur des consommateurs, les prix des différentes marchandises sont stables depuis déjà plus de deux semaines.

Aux marchés et sur les étals de fortune des vendeurs informels, les légumes affichent les mêmes prix que ceux de la semaine précédente. Pourvu que ça dure !

Hier, au marché T'nache de Belouizdad à Alger, la pomme de terre et l'oignon ont maintenu leur prix de 50 dinars le kilogramme.

Idem pour l'indispensable tomate dont le prix est resté stable à 60 dinars.

Le navet et la betterave sont proposés à 70 dinars et l'aubergine à 80 dinars alors que le prix de la courgette vacille entre 70 et 80 dinars.

Le poivron et la laitue gardent les mêmes prix affichés il y a quelques jours, soit 100 dinars le kilogramme. Seule la carotte a doublé de prix pour atteindre 100 dinars. Une hausse que les marchands de légumes avaient d'ailleurs prédit, il y a une semaine.

«C'était prévisible que la carotte connaisse une hausse de prix à cause de la demande qui augmente à l'approche du mois de Ramadhan et



Au grand bonheur des consommateurs.

Photo : Samir Sid

vu aussi sa production qui est insuffisante cette année», explique Rahim, un jeune marchand de légumes. A la veille du mois de jeûne, le marché

T'nache était noir de monde. Difficile de se frayer un chemin dans les étroites allées. Il est question de faire les emplettes pour le Ramadhan

d'autant plus que les prix sont restés plus ou moins abordables. Un mois réputé pour les dépenses excessives. Posté devant un étal bien garni de légumes, Mohamed, un habitué du vieux marché, demande au vendeur deux kilos d'oignons, deux autres de pomme de terre, un kilo de courgettes, un autre de betteraves et deux kilos de tomates. Les mains chargées de sacs, il se dirige vers le boucher puis vers l'épicier. «Je préfère faire mes courses aujourd'hui pour éviter de sortir demain, le premier jour du Ramadhan», dira-t-il.

Nombreux sont ceux comme Mohamed qui préfèrent faire le plein de légumes, fruits et viandes, à la veille du Ramadhan, histoire d'éviter les folies et les bousculades des premiers jours de ce mois pas comme les autres.

Ry. N.

MARCHÉ DE SOLIDARITÉ DE L'UGTA DURANT LE RAMADHAN

Trois ministres pour soutenir le label algérien

Comme à l'accoutumée, l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), avec plusieurs partenaires, dont le secteur du commerce, a inauguré hier, à la veille du mois de Ramadhan, le marché de proximité «Souk Errahma», dans l'enceinte de son siège, à la place du 1^{er}-Mai à Alger.

Ils étaient, hier, trois ministres à répondre à l'invitation du secrétaire général de l'UGTA. Il s'agit des ministres du Commerce, de la Pêche et de la Solidarité nationale.

Le ministre du Travail et de l'Emploi a brillé par son absence. Il était représenté par son secrétaire général. Contrairement aux années précédentes, le nombre de points de vente a été revu à la hausse cette année, ce qui a fait dire au secrétaire général de l'UGTA que «l'initiative connaîtra cette année sans aucun doute un grand succès».

En effet, tous les produits de large consommation sont exposés dans différents stands, à des prix relativement inférieurs à ceux pratiqués ailleurs, au profit des travailleurs et travailleuses et des habitants des alentours afin de les faire ainsi bénéficier de tous les produits du label «made in Algeria» tout au long du Ramadhan.

Par cette initiative, la Centrale syndicale va permettre aux citoyens et travailleurs dont les revenus sont modestes de s'approvisionner en produits nationaux, tout en visant essentiellement à renforcer leur pouvoir d'achat.

Les partenaires de l'UGTA, dont l'opérateur historique de téléphonie mobile Mobilis, entendent encore une fois confirmer leur engagement dans les actions sociales et leur «détermination à promouvoir la production nationale et contribuer au développement de l'économie du pays». Il est à rappeler que Souk Errahma a été inauguré il y a 4 ans.

L'idée avancée au départ par l'UGTA semble faire consensus avec l'ensemble des parties concernées. Notons que la Centrale syndicale avait formulé une série de propositions de «prise en charge durable et rapide» de la problématique du pouvoir d'achat et son influence sur le bien-être individuel et collectif, à même de «per-

mettre une offre stable et accessible pour les ménages à revenus modestes».

L'autre proposition vise à «densifier» le réseau de distribution en multipliant, notamment, les marchés de gros en vue d'«atomiser les marchés, évitant ainsi de créer un déséquilibre et l'existence de goulets d'étranglement».

Pour arriver à une meilleure organisation du marché des fruits et légumes, la «réactivation de l'Ofla», à titre d'exemple, est jugée comme une option susceptible de «juguler les prix autour d'un niveau socialement acceptable et économiquement viable», a-t-on ajouté.

A. B.

MALADIES CHRONIQUES ET RAMADHAN

Le personnel médical appelle les patients à consulter leur médecin

A la veille du mois de Ramadhan, le personnel de la santé multiplie les campagnes de sensibilisation au profit des malades atteints de pathologies chroniques. Une seule recommandation : consulter son médecin avant de décider de jeûner.

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - Comment convaincre un malade atteint d'une maladie chronique aiguë de ne pas jeûner ? C'est le combat que mène le personnel de la santé à chaque approche du mois de Ramadhan.

Les malades souffrant de maladies chroniques s'entêtent à jeûner, et ce, malgré les contre-indications. Des spécialistes, réunis hier lors d'un forum sur les maladies chroniques et le Ramadhan organisé par le quotidien *DK News*, ont appelé les malades à consulter leurs médecins et de ne pas jeûner sans leur accord. «Le malade doit consulter son médecin, et ce dernier, après avoir effectué un inven-

taire sur l'état de santé du malade, décidera sur la base des résultats de lui autoriser ou de lui interdire le jeûne», a souligné le Dr Foufa, diabétologue à l'EPH de Bologhine, Alger. Cependant, elle est catégorique concernant les personnes atteintes du diabète de type 1.

Le jeûne est contre-indiqué pour ces patients qui risquent des complications comme des hypoglycémies ou hyperglycémies, a-t-elle insisté. Selon elle, jeûner est «un danger pour certains types de diabète».

Le médecin qui appelle les patients à s'autosurveiller a souligné qu'une personne ayant une glycémie inférieure à 0,6 gramme par jour ou à 0,7 gramme pendant

les premières heures du jeûne doit interrompre le jeûne.

Selon une enquête réalisée l'année dernière au niveau de l'ESPP de Kouba à Alger et révélée hier par le Dr Samir Aouiche, diabétologue au CHU Mustapha-Pacha, 11% des personnes atteintes du diabète de type 1 et 63 % des patients atteints du diabète de type 2 ont jeûné.

L'enquête qui a touché 300 patients et qui a porté sur les comportements des patients, avant, pendant et après le mois de Ramadhan, a aussi révélé que 25% de ces patients étaient déjà dans le groupe à haut risque, voire à très haut risque.

Selon la même étude, seuls 40 % des patients ont demandé l'avis de leur médecin. Souvent, c'est l'aspect religieux qui est évoqué dans les explications des patients qui s'entêtent à jeûner malgré le

danger. Cependant, souligne les professionnels, même les médecins ne sont pas formés pour décider dans quelle situation il faut interdire ou autoriser le jeûne. Une situation, qui toutefois est en voie d'être rétablie, dit-on, en raison de l'introduction de formation en éducation thérapeutique au profit du personnel médical.

Pour le professeur Yacine Bouhouita, chef de service cardiologie au CHU Mustapha-Pacha, il y a beaucoup d'accidents et d'hospitalisations qui surviennent pendant le mois de Ramadhan. Selon lui, même si le malade ne souffre pas au moment du jeûne, il y a des conséquences qui peuvent survenir à long terme. «Si le déséquilibre ne se fait pas sentir pendant le mois de Ramadhan, il y a un prix à payer dans les jours ou les semaines qui suivent», a-t-il indiqué.

S. A.

LIGUE ALGERIENNE DES DROITS DE L'HOMME

Communiqué de presse

En souvenir du lâche assassinat le 18 juin 1994 de Maître Youcef Fethallah, ancien président de la Ligue algérienne des droits de l'Homme, et afin que nul n'oublie, la LADH demande à tous ceux qui l'ont connu et apprécié, à sa courageuse famille, aux membres fondateurs, militants anciens et actuels de la Ligue, à tous les défenseurs des droits de l'Homme et des valeurs démocratiques républicaines d'honorer de leur présence le recueillement qui aura lieu au cimetière El-Alia le 18 juin 2015 à 10h00.

La LADH s'engage à commémorer ce triste évènement tous les 18 juin afin que cette journée devienne une journée nationale des droits de l'Homme en Algérie.

**Le président de la LADH
Maître Mokhtar BENSALD**

